



Le Mécanisme international de financement de l'éducation: Caractéristiques principales et questions préliminaires

Par Jean-François Tardif, Coordonnateur National, Solutions à la Pauvreté Mondiale

Contexte

On estime à 800 millions le nombre d'enfants qui n'auront pas les compétences de base de l'enseignement secondaire nécessaires d'ici 2030. La raison tient en grande partie à un déficit mondial de financement estimé à 90 milliards de dollars d'ici 2030. Les estimations montrent que, même en supposant une augmentation du financement national, les subventions traditionnelles accordées par les bailleurs de fonds ou les organisations multilatérales seront insuffisantes pour combler l'écart. Cela est particulièrement vrai dans les pays à revenu intermédiaire-inférieur où les ressources des donateurs externes sont rares.

L'idée est de faire en sorte que le Partenariat mondial pour l'éducation s'occupe des pays à faible revenu et que le Mécanisme s'occupe des pays à revenu intermédiaire-inférieur, là où vivent 50 à 60% des enfants qui ne complètent pas le niveau secondaire, une fois que ces pays auront fait l'effort d'augmenter le financement national pour l'éducation.

Historique:

La création d'un mécanisme d'investissement inspiré des banques multilatérales de développement pour l'éducation est une recommandation clé de la Commission internationale sur le financement des opportunités mondiales d'éducation (la Commission de l'éducation).

La proposition datée du 1er juillet 2018 a été élaborée après un large éventail de consultations. Elle n'est pas définitive et elle est faite sous réserve d'arrangements spécifiques qui restent à développer...

- pour rendre opérationnel le mécanisme (peut-être sur le modèle de Gavi ou du Fonds mondial, voir nos rubriques sur ces sujets, sur le présent site web)
- pour établir ses relations avec les différentes banques multilatérales de développement

Le Mécanisme international de financement de l'éducation (IFFEd, son sigle en anglais) est un mécanisme de financement alternatif proposé qui inciterait les pays à revenu moyen inférieur à contracter des prêts auprès des banques multilatérales de développement (BMD) pour financer l'accès à un enseignement secondaire de qualité.

Le mode de fonctionnement

«Le but principal de l'IFFEd est d'augmenter la capacité des banques multilatérales de développement à fournir plus de financement pour l'éducation.» L'idée serait d'augmenter le pool de ressources financières disponibles pour les BMD. L'IFFEd offrirait alors aux pays à

revenu moyen-inférieur admissibles un ensemble de prêts à long terme à faible taux d'intérêt, assortis de subventions pour financer un ensemble convenu de programmes d'éducation.

«L'IFFEd fournira des subventions qui formeront une partie d'un ensemble de financement de l'éducation (subventions et prêts), ce qui rendra le financement plus attrayant et abordable pour ceux qui souhaitent investir dans l'éducation.» En effet, les pays à revenu moyen-inférieur perdent l'accès aux prêts concessionnels et aux subventions disponibles pour les pays à faible revenu, et ils hésitent à contracter des prêts commerciaux vu l'absence de rendements garantis à court terme. “

«Les premières estimations suggèrent qu'un dollar de garanties pourrait générer quatre à cinq dollars de financement supplémentaire pour l'éducation. Associé à un accord avec le pays hôte pour augmenter son propre financement de l'éducation, ce qui fait partie des critères d'éligibilité de l'IFFEd, des effets de levier de 50 à 1 sont possibles. »

Le principe qui sous-tend le fonctionnement de la facilité est plutôt simple (surtout par rapport aux considérations de mise en œuvre concrète):

- Les pays donateurs émettront des garanties (pour 2 à 3 milliards de dollars) qui serviront d'assurance aux banques multilatérales de développement pour accroître leur capacité à offrir davantage de prêts en général
- Les pays donateurs fournissent des fonds de subvention pour s'assurer que la capacité supplémentaire est absorbée par les pays qui demandent des prêts pour l'éducation. «Actuellement, environ 3 milliards de dollars sont engagés chaque année par les BMD dans le financement non concessionnel (« autres flux officiels » dans la terminologie de l'OCDE) pour l'éducation. Un objectif d'au moins 10 milliards de dollars de financement supplémentaire (subventions + prêts) accordé aux pays à revenu moyen-inférieur au cours de la première période de reconstitution est proposé ». Le montant des subventions nécessaires est actuellement estimé entre 1,2 et 3,1 milliards de dollars, mais il n'existe actuellement aucun consensus sur la méthodologie permettant de déterminer la taille de la composante subvention.

Questions en suspens

Principes:

Comment s'assurer qu'il y ait additionalité:

Il y a un double problème d'additionnalité:

. Les prêts soutenus par l'IFFEd doivent s'ajouter à l'aide des donateurs à l'éducation. Pour les bailleurs de fonds, il est nécessaire de disposer d'un système de suivi des ressources de l'éducation et que les prêts ne détournent les subventions des autres financements de l'éducation (sinon, on risque de détourner les ressources pour les pays à faible revenu vers les pays à revenu moyen-inférieur).

. Et ils doivent s'ajouter aux dépenses nationales consacrées à l'éducation dans les pays bénéficiaires. En fait, ils devraient encourager les augmentations du financement intérieur (comme le fait le Global Financing Facility).

. Cependant, il n'existe aucune disposition pour suivre les contributions des pays donateurs afin de s'assurer que leurs contributions à l'IFFEd s'ajoutent à leur aide à l'éducation existante. Sans suivi systématique, il existe un risque que l'aide soit détournée des pays à faible revenu pour financer des prêts concessionnels aux pays à revenu moyen-inférieur

Comment s'assurer qu'il y ait équité:

Tout mécanisme de financement de l'éducation devrait donner la priorité aux besoins des enfants les plus marginalisés, car ce sont ceux qui sont le plus susceptibles d'être privés d'une éducation de qualité, et pour lesquels un argument en faveur d'une augmentation du financement peut être le plus convaincant. Cela doit être une exigence pour les prêts IFFEd, pas simplement une recommandation. Pour que l'équité soit véritablement au cœur de l'IFFEd, elle doit se refléter dans les critères d'éligibilité et le système de suivi des résultats. Une évaluation des défis d'équité et des objectifs d'équité concrets et vérifiables devrait être une exigence explicite lors de la demande d'IFFEd et un suivi approprié des résultats doit être mis en place.

En pratique, il reste plusieurs questions:

- a) Comment fonctionne le mécanisme d'assurance: est-ce comme les souscriptions au capital de la Banque mondiale? Serait-il considéré comme un «passif éventuel»? Un pourcentage serait-il réservé dans le cadre budgétaire? Serait-ce une partie du déficit (c.-à-d. Entrerait-il en concurrence avec une augmentation de l'APD)? Quelle est l'opinion de Finances Canada?
- b) Comment fonctionne la composante subvention? Comment sera-t-elle calculée? Au Canada, les contributions à l'AID sont considérées à 100% comme une dépense d'APD, pas seulement leur composante de subvention (c.-à-d. le principal est considéré comme une dépense pour le Canada). C'est fondamental, car cela signifie qu'il n'y a aucun effet de levier. Au contraire, le Canada devra peut-être donner 100 millions de dollars pour pouvoir offrir, disons, une subvention de 60 millions de dollars. C'est exactement le contraire de ce que nous voulons faire. Cela doit être vérifié auprès de Finances Canada
- c) En supposant que seule la composante subvention comptera comme une dépense et que la contribution du Canada est supposée représenter 4% du total (comme c'est le cas pour l'AID), est-il exact que ce qui est recherché est d'environ 120 millions de dollars américains sur 3 ans ou plus? Si tel est le cas, ce serait très abordable, quelque chose qui pourrait être réservé à des bourses d'études secondaires pour filles ...
- d) Enfin, 2 questions simples concernant la coordination: A) comment s'assurer qu'il n'y a pas de propositions concurrentes de la Banque mondiale et des banques régionales de développement? B) Comment pouvons-nous concilier que beaucoup de pays à revenu moyen-inférieur sont également des pays membres du Partenariat mondial pour l'éducation (Bangladesh, Bhoutan, Kenya, Ghana....)?

Questions clé pour votre auto-apprentissage

Quel est le but du Mécanisme international de financement de l'éducation?

Pourquoi est-il important de s'assurer qu'il y ait additionalité?

Pourquoi est-il important d'insister sur l'équité?
